

17 janvier 2008 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur les réformes nécessaires à la mise en oeuvre d'une "politique de civilisation", à Paris le 17 janvier 2008.

Monsieur le Premier Ministre,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames, Messieurs,

Je suis particulièrement heureux d'accueillir, pour la première fois à l'Élysée, ceux qui font avancer notre pays, ceux qui font briller notre Nation, ceux qui font vivre la France et battre son coeur. Jusqu'à présent, ces voeux traditionnels ne s'adressaient qu'aux "forces vives de la Nation", - ce qui était aimable pour les autres - chefs d'entreprises, syndicalistes, artistes ou aux dirigeants de grandes associations nationales. Comme si, donc, il y avait dans notre pays, d'un côté, des forces vives, dynamiques, conquérantes et, d'un autre côté, les autres, sans doute, fonctionnaires, enseignants, militaires qui a contrario seraient eux, par conséquent, des forces mortes, en quelque sorte les poids morts de la Nation. Rien n'est plus étranger à ce que je crois profondément. J'ai voulu m'adresser aux forces de la Nation car le changement si nécessaire à notre pays, c'est vous tous, entrepreneurs, fonctionnaires, syndicalistes, enseignants, qui l'animerez. C'est nous tous qui le ferons, ou bien personne ne le fera.

J'ai voulu m'adresser à toutes les forces de la Nation parce que notre monde ne peut pas demeurer éternellement coupé en deux : d'un côté, on valoriserait l'initiative, la prise de risque et le travail et de l'autre, la vérité serait hiérarchique, l'avancement à l'ancienneté, et les décisions, invariablement, pour le plus ancien dans le grade le plus élevé. Cette partition de la société est inefficace, elle est injuste, au total elle est absurde.

Les qualités nécessaires à un jeune officier, à un professeur, un cadre de l'administration des impôts sont les mêmes que celles qu'on attend d'un jeune cadre, d'un délégué du personnel, d'un créateur.

Qui peut prétendre que les uns et les autres n'aient pas besoin, de manière égale, d'engagement, de créativité, du sens de l'initiative ou du respect de la société ? Je ne vois ici, donc ce matin, que les représentants d'une seule et même Nation, portés, au-delà des espoirs de réussite individuelle, par l'envie d'être utiles aux autres quel que soit le domaine d'activité qui est le sien. Je veux changer notre société en profondeur, je veux remettre la société française en mouvement, en permettant à tous ceux qui veulent s'engager, créer ou relever des défis, de le faire en France, quelle que soit la voie qu'ils ont choisie. Nos pesanteurs, les pesanteurs françaises, ont poussé tant de jeunes Français brillants à s'expatrier. S'expatrier n'est pas une mauvaise chose, sauf quand on s'expatrie parce que l'on croit que l'on a plus de chance de réussir que dans son propre pays. Nos pesanteurs françaises, elles, ont dissuadé tant d'autres jeunes de venir s'installer dans notre pays. Aujourd'hui, nous voulons qu'il ne soit plus interdit, ou plus réservé à quelques-uns, de réussir en France. Je souhaite très profondément que notre pays retrouve le goût du succès et l'envie d'avancer. Je veux qu'il retrouve la confiance : cette confiance qui est la condition nécessaire de la croissance.

La politique de civilisation, que je souhaite mettre en oeuvre. Cette Renaissance, à laquelle j'ai appelé, et cette confiance, que je souhaite rétablir.

Pour rétablir cette confiance il y a une règle simple pour tous : valoriser le travail. le mérite et

... sur lequel cette commission a une règle simple pour tous : valoriser le travail, le mérite et l'effort.

Le travail, c'est la clé de la croissance. Mais ce doit être la règle du jeu de notre société. Car seul le travail peut être le support d'une véritable promotion sociale. Si l'ascenseur social est bloqué dans notre pays pour tant de Français, c'est bien sûr le résultat de nos graves difficultés d'accès à l'emploi, mais c'est également le résultat de la formidable dévalorisation du travail et de la réussite dans laquelle la France s'est fourvoyée depuis des décennies. A quoi bon travailler si, lorsqu'on travaille ou pas, la rémunération est la même ? A quoi bon travailler, si les prélèvements qui n'ont cessé d'augmenter sur les revenus du travail, laissent à peine de quoi vivre, à peine plus qu'en ne travaillant pas ? A quoi bon travailler, lorsque la loi elle-même impose aux entreprises de travailler moins et incite encore financièrement au partage du temps de travail ? Dans les règles de la société que nous voulons, ce que nous voulons, c'est que quand on travaille davantage, on puisse augmenter son pouvoir d'achat.

Il n'y a pas de réussite possible sans travail. Pour que chacun puisse réussir, il faut que chacun puisse travailler librement. C'est pour cela qu'avec le Premier ministre, nous voulons libérer le travail. Nous sommes le seul pays au monde qui s'est acharné à enfermer le travail, à encourager les gens à travailler moins. Alors que, naturellement, il faut les encourager à vivre du fruit de leur activité. La commission Attali le rappellera dans les prochains jours, comme la commission Camdessus l'avait déjà diagnostiqué, qu'une très grande part de la solution à nos difficultés, au chômage, à notre déficit de croissance, se trouve entre nos propres mains. Une très large part de nos faibles performances économiques tient aux faits et c'est une bonne nouvelle. Si l'on a moins de croissance que les autres pendant toutes ces dernières années, c'est qu'il y a une raison, on a bridé l'activité, on a partagé le travail au lieu de le créer, on a freiné les créations de richesses au lieu de les encourager. Il n'y a pas de fatalité. C'est une erreur économique stratégique majeure. Partout dans le monde, on encourage le travail. Depuis des décennies en France, on l'a découragé, peu importe si c'était pour des bonnes raisons ou des moins bonnes raisons. Mais comment voulez-vous que cela fonctionne ? Partout ailleurs, ceux qui ont travaillé plus, ont créé plus d'emplois et plus de croissance, ceux qui ont travaillé moins, ont eu moins de création de richesses, moins de croissance et donc moins d'emplois.

Je vous propose simplement, comme nous l'avons fait avec les heures supplémentaires et le rachat des jours de RTT, que nous continuions à libérer le potentiel de croissance de notre pays. Je ne poserai qu'une seule condition : que s'instaure un partage des fruits de la réussite collective, plus juste et plus large pour les salariés.

Il n'y a pas de réussite sans travail. Il n'y a pas non plus de créations de richesse, pas de redistribution possible, pas de pouvoir d'achat sans travail. Alors, lorsque je parle de libérer l'activité des Français, c'est bien d'augmenter le pouvoir d'achat des Français que je parle. Comment répondre à l'aspiration, bien compréhensible, des Français à l'augmentation du pouvoir d'achat sans leur permettre de travailler davantage. Quand je parle du travail, qu'est-ce que c'est si ce n'est de la condition pour augmenter le pouvoir d'achat ?

Lorsque j'évoque le développement de la participation et de l'intéressement ou l'extension des plans de stock options à tous les salariés des entreprises concernées, c'est bien de partage des fruits du travail et donc pouvoir d'achat dont je parle. Lorsque nous évoquons la réforme de l'Etat, dont la question centrale est celle de savoir si l'argent prélevé sur les revenus des Français est employé de manière juste et efficace, c'est bien de pouvoir d'achat dont il s'agit, lorsque nous évoquons la réforme de la grande distribution dont l'enjeu est que la concurrence entre fournisseurs et distributeurs s'exerce, enfin, au profit du consommateur, j'ai la conviction d'agir en faveur du pouvoir d'achat des Français.

A l'inverse, lorsque l'on veut faire croire aux Français qu'il serait possible de distribuer du pouvoir d'achat sans travail supplémentaire et sans réforme, je reconnais la démagogie qui a fait tant de mal à notre pays depuis trois décennies. J'ai dit que je dirais aux Français la vérité. La vérité, la voilà : promettre davantage de pouvoir d'achat sans aucune contrepartie, c'est la certitude d'avoir encore un peu moins de pouvoir d'achat demain, sous le poids de prélèvements obligatoires qui augmenteront et d'une dette qui s'accumulera.

Il faut bien sûr relever les défis du futur. Qu'est-ce qui s'est passé en France pendant tant d'années : retraites, endettement public, changement climatique, difficultés de la recherche française. Nombre de responsables ont considéré que la réforme était trop anxiogène, que les Français n'étaient pas prêts et que, par conséquent, il fallait différer les réformes et ne pas évoquer ces questions. Mais l'inquiétude actuelle des Français tient justement au fait qu'ils sentent bien que nous n'avons pas agi, que nous n'avons pas assez préparé notre pays au défi de l'avenir. Ces sujets parmi les plus difficiles qui soient, avec le gouvernement, nous avons décidé que la France ne pouvait plus les éluder et qu'il fallait rattraper le temps perdu. Ce n'est quand même pas nous qui avons inventé la question de la réforme des régimes spéciaux de retraite. C'est quand même extraordinaire que les réformes des retraites aient commencé en 1993 et qu'en 2007 les régimes spéciaux n'étaient toujours pas réformés. On dit c'est difficile, c'est justement pour cela qu'il faut le faire.

On a organisé le Grenelle de l'environnement qui s'est tenu très rapidement à l'automne dernier. Certains s'étonnent des décisions prises sur les OGM notamment et moi je veux dire que c'est l'inverse qui eut été choquant. J'aimerais que l'on me comprenne : à quoi aurait servi de rassembler des experts, des citoyens, des responsables politiques et associatifs pendant des mois dans toutes les régions de France ? A quoi aurait-il servi de réunir ici même, dans cette salle Nicolas Hulot, deux Prix Nobel de la Paix, Al Gore et Wangari Maathai, le président de la Commission européenne, José Barroso, pour adopter le plan le plus ambitieux en matière de développement durable, à quoi cela aurait-il servi si c'était pour continuer comme avant, avec les mêmes certitudes et les mêmes doutes ?

On a fait tout cela et on ne prend aucune décision, on a fait tout cela et on attendait de nous, du gouvernement, de M. Borloo, du Premier ministre et de moi-même que l'on fasse comme avant, c'est-à-dire que l'on ne décide pas. En plein accord avec la méthode originale de concertation à cinq expérimentée dans ce domaine, le projet de loi de transposition des engagements du Grenelle de l'Environnement sera adopté avant l'été prochain. Il faudra que les observateurs s'habituent un jour à ce changement considérable : je souhaite être un président qui tient ses engagements. J'admets, rupture considérable, je souhaite être un président qui, quand il agit, agit vraiment et non pas comme si souvent, la moitié d'une décision d'un côté, la moitié d'une décision pour les autres. Deux moitiés cela ne fait pas une décision, cela fait une accumulation de non-choix qui ne fait que repousser les problèmes pour les laisser aux générations futures, ce temps est terminé.

De même, j'ai pris au cours de la campagne l'engagement de mettre un terme au report systématique sur les générations futures du poids de nos déficits publics. Mes chers compatriotes, cela fait 32 ans que la France propose un budget en déficit et on va venir m'expliquer que l'on va trop vite dans les réformes, 32 ans et on va venir m'expliquer qu'il faut que l'on continue comme avant. Tout est aujourd'hui en place pour permettre ce retour à l'équilibre de nos finances publiques. Nous avons décidé une révision générale des politiques publiques. Sur la base d'un travail sans précédent d'audit des objectifs, des moyens et des résultats. La France se dotera à l'automne du premier budget triennal 2009-2011 de son histoire. Cet effort que nous devons faire n'a rien d'insurmontable. Je vous donne une information : si nous avions le taux actuel de dépense publique de l'Allemagne, qui n'est pas à ma connaissance un pays sous-administré, nous aurions 150 milliards d'euros de dépenses en moins. Je n'ai pas connaissance, pour autant, que l'Allemagne ait démantelé ses services publics. Les deux précédents chanceliers, je veux dire les deux mandats, étaient socialistes et aujourd'hui encore autour de Mme Merkel, c'est un gouvernement de coalition. Nous dépensions 150 milliards d'euros de dépenses publiques de plus que l'Allemagne et l'on me dit "vous allez trop vite, trop de réformes en même temps" et on ramène cela à une question de tempérament. Le tempérament n'a rien à voir, ce n'est pas une question de tempérament quand on dépense 150 milliards d'euros de dépenses publiques de plus que notre gros voisin qui, par ailleurs, notamment sur le domaine économique, a de meilleurs résultats que nous. Réveillons-nous ! J'ai été élu pour promouvoir des changements, je les ferai.

Il existe, certes, un domaine dans lequel la France doit se préparer à investir davantage : c'est celui de l'enseignement supérieur et de la recherche. Les besoins sont considérables, pour rendre notre université attractive, nous avons une ambition que la France ait les meilleures universités au monde.

L'autonomie des universités a pu être menée à bien, dès l'été 2007. Valérie Pécresse s'attachera dans son projet de loi à engager les réformes dont l'université a besoin et apporter des opérations immobilières qui permettront aux universités françaises de ressembler aux autres universités. Il n'y a que dans notre pays où l'on a froid dans le dos quand on rentre sur un campus. C'est quand même extraordinaire partout ailleurs dans le monde on voit des campus avec des installations sportives, des bibliothèques ouvertes le dimanche. On va le faire aussi chez nous ! Je sais que l'on m'accuse beaucoup de trop m'intéresser à la religion mais je pense que l'on peut respecter ceux qui veulent aller à la messe et ouvrir les bibliothèques le dimanche, ce n'est absolument pas contradictoire. Je ne mets pas en cela gravement en cause la laïcité et si, de surcroît, l'on pouvait considérer que le trottoir gauche des Champs-Élysées a le droit comme le trottoir droit d'être ouvert le dimanche, ce n'est pas si mal. On est quand même le seul pays qui s'enorgueillit d'avoir le plus de touristes au monde et dont on considère que les magasins doivent être fermés le jour où il y a le plus de touristes dans notre pays, franchement. Je voudrais changer cela, notre société accepte mal la réussite, c'est un problème et, dans le même temps, on n'accepte pas la réussite, on sanctionne trop l'échec. Nous voulons absolument faire émerger un véritable droit à la deuxième chance en France. Lorsque l'on porte un projet, qu'il s'agisse de création d'entreprises, d'un projet artistique ou d'un projet associatif, le plus important ce n'est pas de réussir ou d'échouer, le plus important c'est d'essayer. Essayer, tenter, prendre le risque. C'est celui qui ne tente rien qui prend toujours le plus grand risque : passer à côté de sa chance. Il est absurde de se passer de l'expérience de ceux qui, justement parce qu'ils ont surmonté un échec, savent désormais mieux que d'autres comment les éviter.

Ce droit à la seconde chance sera l'objectif de la réforme de la formation professionnelle que nous allons engager en 2008. Je souhaite que les moyens considérables de cette politique publique puissent contribuer puissamment au rebond de ceux qui ont connu un accident de parcours.

Je n'ignore pas que pour beaucoup de Français, jeunes issus de quartiers populaires, pour nombre de femmes, pour la quasi-totalité des personnes handicapées de notre pays, vous entendre, m'entendre parler de la 2^{ème} chance, vous qui devez vous dire en ce moment "s'il savait que l'on a même pas eu le droit à une première chance", je le comprends bien.

Or, une politique de civilisation, c'est résolument une politique de la diversité et de l'égalité des chances. Cette diversité, il ne faut pas en avoir peur. C'est pour cela que je souhaite que les enfants ayant un handicap puissent être scolarisés dans nos écoles publiques, et privées. Pas simplement pour les enfants qui ont un handicap, mais pour ceux qui pensent ne pas en avoir. A quoi cela sert de parler de la lutte contre le racisme et des bienfaits de la diversité si on n'apprend pas à notre enfant, à nos enfants à voir que celui qui est différent c'est une chance et c'est un enrichissement ? Par ailleurs, Monsieur le Premier Ministre, vraiment, il faut demander à chaque ministre que son administration soit exemplaire en matière d'emplois proposés à ceux de nos compatriotes qui portent un handicap. Parce que le handicap, cela peut arriver à tout le monde, dans n'importe quelle famille, à n'importe quel moment. Ce n'est pas parce qu'on a un handicap qu'on a moins d'inspiration personnelle. Je voudrais qu'on aide d'abord ceux qui cumulent tant de handicaps à trouver leur place dans notre société. Vous savez, bien souvent je remarque que ce ne sont pas nos compatriotes qui en ont le plus besoin qui réclament le plus fort. La solidarité nationale, tout le monde la réclame. Parfois on en voit qui la réclame, qui ne la mérite pas tant que cela. On en voit d'autres qui la mériteraient, parce que les familles ne peuvent pas être laissées seules.

Bien sûr, la confiance se construit sur le partage. La clé de la confiance, c'est la lutte contre les injustices. La confiance, c'est possible quand la réussite des uns ne retire rien aux autres mais ajoute, au contraire, à la richesse de la collectivité. La confiance c'est le contraire de la jalousie, un mal si français. C'est le contraire de la lutte de chacun contre tous. La confiance, c'est quand

en fait et tranquille. C'est le contraire de la lettre de mission contre 2008. La semaine, c'est quand chacun cesse d'avoir peur, d'avoir peur de l'avenir, d'avoir peur des autres.

Bâtir la confiance, c'est faire confiance à la société civile française, aux associations, aux syndicats, à tous les corps intermédiaires, afin que ces derniers puissent trouver, à leur niveau, les solutions "gagnant-gagnant" les mieux adaptées à leur situation.

Au lendemain de l'élection présidentielle, j'ai tenu à recevoir chacune des organisations syndicales et patronales. Je voulais montrer par là l'esprit dans lequel j'entendais exercer la mission que le peuple français venait de me confier : agir avec détermination pour apporter les solutions que chacun attend mais toujours par l'écoute et par le dialogue. Ce n'est pas contradictoire, bien au contraire, c'est complémentaire et une fois entré en fonction, j'ai à nouveau rencontré les partenaires sociaux. Il a alors été convenu qu'un certain nombre de projets pouvaient être soumis à la négociation entre syndicats et patronat et que d'autres seraient traités directement par l'Etat après une concertation approfondie. Nous sommes convenus aussi que la réforme du marché du travail relèverait de la première méthode.

Aujourd'hui nous savons qu'un accord va être signé dans quelques jours par le patronat et par une majorité d'organisations syndicales. En négociant cet accord, les partenaires sociaux ont prouvé qu'ils savaient avancer entre eux sur des sujets difficiles comme par exemple la rupture négociée du contrat de travail ou le maintien de droits à la prévoyance et à la formation pour les salariés qui quittent l'entreprise. Il s'agissait d'apporter plus de flexibilité aux entreprises et davantage de sécurité aux salariés. L'accord conclu me paraît équilibré et constitue une étape importante dans le processus de réformes que nous avons engagé. Le projet de loi que j'ai demandé au gouvernement d'élaborer reprendra, Monsieur le Premier Ministre et Cher Xavier, le contenu de l'accord entre les partenaires sociaux. Je souhaite son adoption aussi rapide que possible. Xavier Bertrand recevra dans quelques jours les organisations signataires.

Mais ce succès, Mesdames et Messieurs, c'est un moment important dans l'histoire de nos relations sociales. Rendez-vous compte, je veux rappeler que la dernière tentative de négociation sur la flexisécurité remonte à 1984. Pratiquement 25 ans ! Pendant que nous ne négocions pas pendant 25 ans, les autres pays avançaient. Il y a douze pays en Europe qui ont le plein emploi parce que, eux, ils ont négocié pendant qu'en France on se regardait en chiens de faïence. Savez-vous, Mesdames et Messieurs, que la dernière négociation réussie sur le contrat de travail, qui portait sur la réforme des contrats à durée déterminée, remonte à la fin des années 1980 ? Voilà la réalité des relations sociales dans notre pays et c'est pour cela que ce qui s'est passé là est un travail considérable. Les partenaires sociaux doivent en être félicités. Bien sûr, il ne s'agit que d'une première étape. D'autres chantiers seront ouverts. Le 19 décembre dernier, j'ai tenu, pour la première fois dans l'histoire des relations sociales, à réunir les partenaires sociaux pour élaborer avec eux l'agenda social dans le champ du travail et de l'emploi. Le renforcement de la négociation collective par la modification de la représentativité des organisations et des conditions de validité des accords fera l'objet de négociations en 2008. Nous tiendrons, le 6 février prochain, une seconde réunion d'agenda portant cette fois-ci sur la protection sociale. On ne peut quand même pas s'en tenir aux critères de représentativité qui ont été élaborés au lendemain de la seconde guerre mondiale, dans notre pays.

L'an passé, j'ai souhaité conjuguer détermination et écoute, volonté d'avancer et dialogue. En 2008, avec M. François Fillon, c'est la même méthode que nous emploierons.

Nous compléterons le dispositif de flexisécurité à la française, avec l'aboutissement, Chère Christine Lagarde, de la fusion entre l'ANPE et l'UNEDIC, la réforme de l'assurance-chômage. A l'image de nos principaux voisins, nous allons ainsi nous doter d'un véritable service public de l'emploi, capable d'organiser un accompagnement renforcé des demandeurs d'emploi. Nous parviendrons à préciser clairement les devoirs des demandeurs d'emploi. Il n'y a pas que des droits en France, il y a aussi des devoirs, notamment vis-à-vis des offres valables d'emplois qui sont faites. On ne peut pas toujours demander plus et ne jamais être prêt à s'engager. Quand on refusera deux offres valables d'emploi, on verra ses droits à l'indemnisation diminués. Ce n'est pas aux syndicats que nous demanderons de faire respecter cette règle, ce n'est pas le rôle des syndicats, c'est l'Etat qui devra prendre ses responsabilités.

Enfin, je voudrais dire que notre pays possède une identité nationale forte, que le mot identité n'est pas un gros-mot, c'est une identité originale dont je veux dire d'ailleurs qu'elle n'est pas menacée par l'accueil de populations étrangères. Au contraire, notre identité s'en est nourrie tout au long de notre histoire. Mais il faut être clair, pour que les étrangers vivant en France puissent s'intégrer à la société française et lui apporter une diversité qui fait aujourd'hui notre richesse, nous n'avons pas d'autre choix que de maîtriser nos flux migratoires. Je récusé avec la même force le repli frileux sur soi de l'immigration zéro - qui est d'ailleurs parfaitement irréaliste - et en même temps l'illusion d'une France qui ne contrôlerait rien, ni personne, à ses frontières. D'ailleurs, quel est ce sens étrange de l'humanité qui veut laisser des centaines de milliers de pauvres gens venir s'installer dans notre pays, sans les logements, sans les emplois, sans les crèches, sans les écoles pour les accueillir ? Ceux qui le réclament sont les mêmes d'ailleurs qui dénoncent le communautarisme, qui est justement le produit d'une immigration trop longtemps hors de tout contrôle. Pour demeurer fidèle à ses valeurs humanistes mais républicaines, pour demeurer ouverte aux autres, la France ne doit jamais renoncer au droit de choisir ceux qu'elle accepte sur son territoire. Mais la France doit les choisir de manière transparente et claire. C'est le sens de notre proposition d'instaurer des quotas d'immigration comme dans tant d'autres démocraties et de coordonner notre politique migratoire au niveau européen.

Je veux, enfin, que la France reprenne confiance dans l'excellence, le dynamisme, l'originalité de sa création culturelle. Non, la culture française n'est pas morte - et moi aussi, il m'arrive de lire la presse internationale - mais la France doit renouer avec une grande politique culturelle qui ne craigne pas d'affirmer ses principes d'exigence culturelle et de qualité, au coeur même des médias qui touchent le grand public. La culture française nous devons la développer.

C'est ce que j'ai demandé à Christine Albanel au travers de l'expérimentation de gratuité dans les musées, ainsi qu'à Xavier Darcos s'agissant de l'éducation artistique.

J'ai annoncé récemment une grande réforme pour la télévision publique. Ce qui est extraordinaire, c'est que personne n'était content, tout le monde appelait cette réforme de ses voeux, et maintenant qu'elle est décidée, le nombre d'inquiétudes est extraordinaire comme si les gens étaient tellement contents. Voyez-vous, j'ai une idée originale, je souhaite un service public de la télévision qui soit réellement différent des chaînes privées parce si le service public de la télévision fait les mêmes programmes que les chaînes privées, on peut se poser la question de l'intérêt public. C'est pour cela que j'ai proposé qu'il soit libéré des contraintes d'audience et de recherche de recettes publicitaires.

C'est un choix parfaitement assumé : les recettes seront compensées intégralement, grâce à un financement très largement mutualisé sur la totalité des nouveaux moyens de communication et je le dis, ce choix n'implique aucune évolution du périmètre de France Télévision. Je précise d'ailleurs que c'est justement ceux qui ne voulaient aucun changement à la télévision publique qui auraient mis, à terme, la télévision publique dans le devoir de réfléchir à son périmètre. Dans un souci de cohérence, je souhaite d'ailleurs que le service public de la radio, regroupé au sein de Radio France, s'engage sur les mêmes orientations. Il s'agira d'accorder plus de place à l'information, à la culture, à la diversité de la création musicale, tout en supprimant aussi le recours à la publicité. Avec cette suppression, plus personne n'aura le mauvais prétexte qui consiste à dire la tyrannie de l'audience m'empêche d'avoir des programmes adaptés à une télévision publique.

Mesdames, Messieurs, vous l'avez compris, la France doit absolument retrouver la confiance en elle-même qui lui permit en quelques périodes de son histoire, et pour la dernière fois au cours des Trente Glorieuses, de surprendre le monde par son énergie créative, par sa modernité, par son rayonnement culturel et par son humanisme. Le travail qui nous attend avec le Premier ministre et le gouvernement est immense, ce travail c'est de porter les changements que vous attendiez et je sais parfaitement que vous nous jugerez aux résultats. Nous sommes, depuis huit mois, dans le dur des réformes, les réformes les plus difficiles, celles qui ont toujours été différées, mais que chacun le comprenne bien, au début de cette année 2008, les changements nous les ferons, parce que la France n'a pas d'autre choix. Ces changements nous permettrons

d'obtenir le plein emploi, la promotion sociale, l'augmentation du pouvoir d'achat et l'excellence pour notre pays.

Vous comprendrez, bien sûr, que je veuille terminer en formulant pour chacun d'entre vous, des vœux chaleureux, pour vous-mêmes, pour votre famille. J'espère que 2008 sera, pour chacun, l'année du bonheur, auquel chacun, quelle que soit sa situation, a légitimement le droit d'aspirer. Je vous remercie de votre attention.